

Quand une filière de production se dérègle...

René Lésel

Rédacteur en chef

L'agriculture européenne est en émoi. Une maladie épidémique grave, signalée depuis au moins deux ans dans de lointains pays orientaux, est désormais présente sur le sol européen : l'influenza aviaire, appelée communément grippe aviaire. Les premiers cas viennent d'être identifiés en France et déjà un élevage industriel de dindes a subi la dure loi de l'abattage collectif. Il ne fait plus de doute que l'épidémie va se développer sur toute l'Europe puisque divers pays sont déjà touchés (Turquie, Italie, Autriche, Allemagne), mais aussi en Afrique (Nigeria). L'agent responsable est un virus H5N1 dont l'origine asiatique est parfaitement établie.

Bien que l'influenza aviaire soit connue depuis plus de 100 ans et que de récentes épidémies aient eu lieu à Hongkong en 1997-1998, aux Pays-Bas et en république de Corée en 2003, l'histoire publique de la souche H5N1 commence en 2004. La souche originelle provenant d'animaux sauvages est entrée en contact occasionnel avec des sujets domestiques appartenant aux élevages industriels de volailles et aux élevages familiaux dans le Sud-Est asiatique. De ce fait, le virus s'est trouvé en contact étroit avec les populations humaines. Dès ce moment, l'ensemble des espèces aviaires en élevage (poules, canards, oies...) manifeste une très grande sensibilité avec une forte mortalité, tandis qu'on observe quelques rares cas chez l'homme. Absence d'une réaction sanitaire rigoureuse, timidité des autorités gouvernementales, pathogénicité élevée de la souche H5N1, font que la maladie se répand de façon épidémique. Dès 2004 [1], l'Office international des épizooties (OIE), l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (OAA/FAO) ont décrit avec précision les méthodes et les outils nécessaires à mettre en œuvre afin de prévenir et contrôler l'influenza aviaire. La vacci-

nation pratiquée de façon massive permet de limiter la contagion et l'expansion de l'épizootie [2], les pays développés pouvant financer le coût de cette opération à réaliser dans les pays en émergence et en développement du Sud-Est asiatique. Cette proposition n'a pas eu d'échos ; on voit aujourd'hui le résultat de ce comportement égocentrique et attentiste. En deux ans, c'est l'ensemble de l'ancien monde, Afrique incluse, qui se trouve confronté à ce qui n'est pour l'heure qu'une épizootie.

Dans le même temps, les consommateurs, qui gardent en mémoire le souvenir de ce que furent les grandes épidémies de grippe en Europe, sont tentés par un réflexe d'autodéfense sanitaire de se détourner de la production avicole par crainte d'un passage du virus à l'homme. À partir de foyers situés en Extrême-Orient, les voies de la contamination sont simples : oiseaux migrateurs décalés dans leurs flux migratoires (axe Nord-Sud) par un mois de janvier particulièrement rigoureux vers les latitudes méridionales, et commerce international des volailles (axe Est-Ouest) vers les pays d'Europe mais aussi vers l'Afrique (Nigeria et sans doute des pays voisins).

Par nombre de ses paramètres, le développement de cette épidémie rappelle celui d'une enzootie qui s'est développée entre 1979 et 1983 dans les piscicultures, les rivières et plans d'eau en Europe occidentale, et en France en particulier [3]. Une maladie réputée inconnue a dévasté les piscicultures de truites, mais aussi de toutes les espèces de poissons d'élevage, tant en eau douce (salmonidés, cyprinidés, esturgeons...) qu'en eau de mer (bars, daurades...). L'agent pathogène isolé s'avéra être une bactérie, *Yersinia ruckeri*, proche parente d'une bactérie pathogène pour l'homme, *Yersinia pestis*, agent de la peste. Heureusement, la symptomatologie, dominée par de multiples hémorragies, en particulier buc-

cales, lui valut le nom vernaculaire de « maladie de la bouche rouge » ou « yersiniose » plutôt que celui de « peste piscicole ». De ce fait, il n'y eut pas de réflexe de panique ni de refus d'achat par les consommateurs de poisson. Pourtant, toute la filière poisson d'élevage fut menacée de disparition ; avec une contagiosité très élevée, une morbidité supérieure à 90 % du cheptel et une mortalité de l'ordre de 70 %, les animaux survivants restant définitivement marqués par les séquelles de la maladie et ne pouvant plus avoir d'avenir commercial, tous les éléments susceptibles d'éliminer la filière de production étaient rassemblés. La survie des espèces sauvages locales était en péril.

L'origine des germes fut finalement établie. La maladie provenait de piscicultures à truites de l'ouest des États-Unis qui fournissaient en œufs embryonnés et contaminés de nombreuses piscicultures d'Europe et d'Australie. De plus, les amateurs de pêches au vif importaient de petites espèces de poisson d'origine américaine, contaminées mais résistantes à l'infection ; élevés et multipliés en Belgique et dans le nord de la France, ces poissons-appâts contaminaient le milieu aquatique et les espèces locales.

La mise en évidence et l'identification du germe pathogène permirent la résolution rapide de ce problème. La mise au point d'un vaccin efficace protégea les populations en élevage. Dans le même temps, la création de « Groupements de défense sanitaire aquacole » reposant sur les bassins-versants permit d'isoler les plans d'eau sains et de protéger les populations en élevage ainsi que l'ichtyofaune sauvage.

Rapprocher ces deux épizooties n'est pas un simple exercice de style. Dans les deux cas on y trouve les phénomènes suivants :

– la marque du commerce international mal réglementé et mal contrôlé sur le plan sanitaire, laissant diffuser des ger-

mes pathogènes susceptibles de nuire gravement à l'économie agricole ;

– les animaux sauvages, en partageant leur espace vital avec les populations en élevage, ne sont pas neutres : réservoirs de gènes, vecteurs actifs ou passifs, ils sont les indicateurs de la qualité du milieu ;

– à l'échelle des États, la frilosité décisionnelle s'appuyant sur une vision égocentrique des risques encourus et des financements à mettre en place pour combattre efficacement la maladie dans les foyers originels favorise les développements à venir de la maladie ;

– les consommateurs sont les arbitres de ces accidents de production : ils doivent apprendre à gérer ces risques professionnels et à les intégrer dans la gestion de leur vie en société ; ils peuvent exiger la connaissance d'un phénomène et juger en toute conscience de l'opportunité de choisir de soutenir ou non un partenaire responsable de leur alimentation, mais sans céder à la panique ;

– l'apport des structures scientifiques comme de celles qui sont en charge du développement est essentiel pour combattre ces agents infectieux (vaccins, mesures prophylactiques, génétique animale...);

– rationaliser et contrôler les échanges de matériels vivants aux échelons nationaux et internationaux afin de sécuriser au mieux les élevages et, dans le même temps, contenir la contamination par des germes pathogènes provenant de populations sauvages composées de sujets porteurs sains éventuels, en évitant le contact avec les sujets domestiques, doivent être deux éléments fondamentaux d'intervention.

À l'heure de la globalisation des échanges, les agriculteurs des pays développés ne peuvent plus se contenter de considérer les pays en émergence ou en développement comme de simples marchés

d'exportation. À eux qui vivent de la production et de l'exportation d'un produit végétal ou animal, il revient de manifester leur intérêt pour l'ensemble des activités de leurs homologues de ces pays partenaires, afin d'identifier les risques potentiels qui pèsent sur leurs entreprises. Les éleveurs industriels et traditionnels de Chine ou du Vietnam et les éleveurs de l'ancien monde, tout comme les pisciculteurs aux États-Unis et les pêcheurs à la ligne en Europe, sont liés par un intérêt commun : la nécessité d'être solidaires et de manifester clairement cette solidarité. Cela doit être pour eux une précaution, une opportunité et une décision.

« Dans un contexte où chaque partenaire a sa perception propre des problèmes et sa façon de les résoudre, personne n'aura de solutions valables sans confrontation honnête et sans coopération ouverte. Dès lors, la ressource humaine et ses représentants doivent être considérés en la matière non comme des variables d'ajustement que l'on manipule en fonction d'intérêts obscurs, mais bien comme des composantes stratégiques libres et responsables, assumant collectivement les intérêts et les objectifs des sociétés humaines. » [4] La gestion mondiale des ressources de la Terre et les accidents qu'elle implique renforcent l'actualité de ces propos tenus il y a 9 ans. ■

Références

1. Food and Agriculture Organisation (FAO). *Recommendation on the prevention, control and eradication of HPAI in Asia*. Rome : Office international des épizooties (OIE) ; FAO, 2005. <http://www.fao.org/docrep/meeting/010/j6489f.htm>, http://www.fao.org/ag/againfo/subjects/en/health/diseases-cards/cd/documents/Albrief_Sept2005fr.pdf.
2. Capua I, Marangon S. Vaccination for avian influenza in Asia. *Vaccine* 2004 ; 22 : 4137-8.
3. Lésel R, Lésel M, Gavini F, Vuillaume A. Outbreak of enteric redmouth disease in rainbow trout, *Salmo gairdneri* Richardson, in France. *J Fish Dis* 1983 ; 6 : 385-7.
4. Semal J. Précaution, opportunité et décision. *Cah Agric* 1997 ; 6 : 242-4.

Chers abonnés, chers lecteurs,

À compter du numéro 15 (1) 2006, notre revue, *Les Cahiers d'études et de recherches francophones/Agricultures*, est indexée par ISI, la plus importante base de données internationale, et est désormais référencée dans les *Current Contents/Agriculture, Biology & Environmental Sciences* (CC/AB&ES).

Cet agrément conforte les choix éditoriaux à l'origine de la création de la revue et illustre le niveau de qualité que l'ensemble des acteurs qui concourent à sa réalisation impose à la parution de chacun des numéros. Un journal scientifique est une chaîne continue complexe qui comprend des auteurs, des lecteurs, des experts, des comités scientifique et de rédaction, des organismes partenaires et un éditeur. Ces composantes ont œuvré de concert et avec détermination pour accéder à cette distinction ; que tous soient remerciés pour leur action.

Élargissons notre cercle de lecteurs et d'acteurs à la faveur de cette étape importante dans la reconnaissance de l'envergure internationale de notre revue.

Le rédacteur en chef